



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 009278/KKP relatif au projet **de premier boisement de 3,7 ha de terrains agricoles sur la commune de Saint-Médard-sur-Ille (35), déposé par la société ALLIANCE FORETS BOIS**, reçu et considéré complet le 26 novembre 2025 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°47-c) : « Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols, d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- premier boisement composé de chêne sessile, cèdre de l'Atlas, chêne pubescent et divers feuillus précieux sur une surface de 3,7 ha de terrains agricoles avec pour objectif la production de bois d'œuvre pour le sciage.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Considérant la localisation de ce projet :

- dans une zone classée A (secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles) et en zone naturelle strictement protégée (NP) du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes Val d'Ille-Aubigné, approuvé le 25 février 2020 ;
- sur des parcelles actuellement en prairie de fauche à proximité de zones boisées existantes et comprenant des espaces boisés classés à préserver ;
- sur des parcelles qui ne sont pas en zone humide et en dehors de toute zone présentant une sensibilité environnementale.

Considérant que :

- le boisement de 3,7 hectare de prairie entraîne la perte de la biodiversité inféodée à ce milieu (qui est en voie de raréfaction à l'échelle régionale et nationale) mais cet impact peut être qualifié de « non notable » au sens de l'évaluation environnementale, du fait de la faible importance des superficies en jeu et de l'existence de surfaces suffisamment significatives de ce milieu à l'échelle locale ;
- le projet ne prévoit pas de clôture et que les travaux de dégagement autour des plants seront réalisés manuellement, sans recours à des herbicides ou pesticides, afin de préserver la qualité des sols et la biodiversité ;
- les plantations seront effectuées à plus de 7 mètres des haies et lisières existantes, afin de maintenir des corridors écologiques pour l'avifaune et les chauves-souris ;
- aucun arrosage ou irrigation des plants n'est prévu, limitant ainsi les prélèvements d'eau et les impacts sur les ressources hydriques ;
- les travaux seront réalisés en dehors des périodes de nidification et de sensibilité de la faune, afin de minimiser les perturbations écologiques.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **premier boisement de 3,7 ha de terrains agricoles sur la commune de Saint-Médard-sur-Ille (35)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le

pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

signé